

## CO-CONSTRUCTION DES POLITIQUES PUBLIQUES POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

*Margie Mendell\**

Ce numéro d'*Universitas Forum* contient des versions abrégées des documents de références et des études de cas par pays préparés pour le Forum International de l'Économie Sociale et Solidaire (FIESS), qui s'est tenu à Montréal (Canada) en Octobre 2011. J'ai eu le plaisir de coordonner le Comité de Recherche du FIESS et de définir les paramètres de ces documents en collaboration avec des chercheurs universitaires et des praticiens de l'économie sociale de nombreux pays du Nord et du Sud. Le Forum a été un grand succès, la participation a dépassé toutes les attentes. Plus de 1600 participants venant de 63 pays se sont réunis pour partager des connaissances et des expériences sur l'économie sociale et solidaire durant plusieurs jours. En plus de nombreux ateliers, de forums organisés par les mouvements sociaux et des sessions plénières, beaucoup de temps et d'espace ont été donnés aux réunions informelles pour approfondir la compréhension des initiatives, construire des relations, saisir les opportunités de dialoguer avec les représentants de gouvernements et d'institutions de nombreux pays et se sentir partie prenante d'un mouvement international pour l'économie sociale et solidaire en forte expansion.

L'objectif du FIESS était sur les politiques publiques et plus spécifiquement sur la co-construction de celles-ci: où est ce que c'était nécessaire? dans quels pays; dans quels secteurs; quels sont les processus de co-construction dans les différents contextes nationaux? Celles-ci et d'autres ont été les questions abordées et l'impact de ces discussions était plus large que l'important partage d'information. Comme nous l'espérons, les discussions ont offert l'opportunité pour faire pression sur les gouvernements qui n'étaient pas présents et ceux qui l'étaient pour se lancer vers de nouvelles méthodes de conception des politiques et leur mise en œuvre. Au Québec, l'impact a été clair et notre gouvernement, actuellement, propage fièrement le message de collaboration et de soutien à l'économie sociale au niveau international. Ce qui ne suggère pas qu'il n'y a pas de travail à faire, bien au contraire. Le succès du FIESS a été d'avoir sensibilisé les personnalités publiques sur le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la production de bien être dans les pays respectifs et dans le monde. Le plus grand succès, à notre avis, a été bien sur d'avoir démontré comment l'économie sociale et solidaire reste un défi au paradigme dominant, qui est en contradiction avec les réalités vécues. Une économie engagée vers la justice, une plus grande équité et le respect de la planète exige un réaménagement des ressources économiques et l'intégration de ces valeurs. L'économie sociale et solidaire fournit un schéma directeur pour cette reconfiguration.

---

<sup>F</sup> *Margie Mendell*, Président du Comité de Recherche FIESS, Professeur, Ecole des Affaires Publiques et communautaires, Université Concordia, Canada, Directeur de l'Institut d'Économie Politique Karl Polanyi, Université Concordia, Canada.

Dans le contexte actuel, c'est clair : l'économie sociale et solidaire, une fois perçue comme une économie des pauvres et des marginalisés, ou comme une économie résiduelle et improductive qui ne peut pas contribuer à la croissance économique, est aujourd'hui reconnue comme un contributeur majeur à l'économie des pays du Nord et du Sud. En outre elle s'adapte à la pluralité et la diversité des différents contextes nationaux et sociaux qui, dans de nombreux pays, incluent la production et l'échange non marchand, souvent désigné comme l'"économie populaire". L'espoir commun est de construire une économie alternative basée sur des valeurs qui dénoncent les conditions politiques, sociales et économiques catastrophiques de nombreux pays, aggravées par des institutions internationales qui ne remettent pas en cause ces conditions intolérables. Nous comprenons le désespoir des mouvements qui ont participé à Rio + 20 où a été exprimé un engagement en faveur du statu quo et l'accent a été mis sur le marché et les prix. Ayant fait un pas ultérieur vers la marchandisation de la nature, Rio + 20 a été une occasion manquée pour unir les dirigeants du monde, de toutes les sphères de la société - gouvernements, monde des affaires, acteurs et mouvements sociaux- autour d'un agenda pour les futures générations, fondé sur une prise de conscience commune que faire les "affaires comme d'habitude" ne peut pas continuer. Les risques de cette approche sont documentés et bien connus. Les risques de maintenir des inégalités plus profondes sont également compris, et pourtant ils ne sont pas à l'ordre du jour. Ceci est remarquable, étant donné l'état de l'économie mondiale et son besoin urgent de réforme.

L'économie sociale et solidaire a connu une croissance au niveau international et sa capacité de contester le paradigme dominant a également augmenté. Dans certains pays, elle a atteint le statut et la reconnaissance qu'elle mérite ; dans d'autres, il a été reconnu sa capacité de répondre aux besoins non satisfaits ni par le marché, ni par l'Etat et de plus en plus comme une alternative au monde des « affaires comme d'habitude ». Dans beaucoup de pays, des ministères et/ou des secrétariats ont été créés pour représenter l'économie sociale et solidaire; dans d'autres, la législation distingue les entreprises et les initiatives de l'économie sociale et solidaire d'autres formes d'entreprises, principalement les entreprises privées. Dans d'autres pays encore, l'économie sociale et solidaire est inscrite dans la constitution. Nous nous retrouvons avec l'espoir et l'inquiétude. J'hésite à utiliser le mot désespoir. L'espoir est que l'évolution et l'expansion de l'économie sociale et solidaire soit un défi à la pensée dominante et soit capable, par sa présence, capacité et légitimité politique, de rendre impossible de poursuivre un agenda rempli de crises destructrices et caractérisée par un lamentable manque de solutions. Est-ce un vœu pieux? Je ne le pense pas. Bien que Rio +20 soit une énorme déception, l'opposition grandissante à ce type de pensée ne peut continuer à être ignorée, soit qu'elle prenne la forme de mouvements d'"Occupation" dans le monde entier, soit qu'elle prenne la forme d'exemples concrets d'alternatives économiques. C'est ce qui se passe et le FIESS a fourni un espace critique et dynamique pour construire cette alternative, une "agora" internationale. Dans un contexte de croissance des mouvements d'opposition, des rassemblements tels que le FIESS démontrent que l'opposition et la construction d'une autre économie se produisent en tandem.

## **Les documents de références**

Un Comité de Recherche du FIESS, composé d'universitaires et de représentants du Canada et d'organisations internationales, a été chargé de préparer cinq documents de travail sur les thèmes du Forum. Ces documents de référence ont été produits grâce au soutien généreux des partenaires majeurs du FIESS: le Centre de Recherches pour le Développement International du Canada (CRDI), l'Organisation International du Travail (OIT), le Centre pour les Etudes Internationales et la Coopération (CECI) et Ressources Humaines et Développement des Compétences du Canada (RHDC).

L'objectif des documents de travail, rédigés par des experts sur chacun des cinq thèmes du FIESS, était de fournir un aperçu sur les défis et les enjeux soulevés par chacun d'entre eux (territoire et développement local; innovation et entrepreneuriat collectif; finance solidaire, travail et emploi, sécurité alimentaire et souveraineté) et sur les relations entre gouvernements et société civile dans plusieurs pays, qui sont des illustrations utiles d'approches de collaboration à la formation politique. Ces documents relatent les expériences de beaucoup de pays dans le monde, qui ont une valeur heuristique importante; ils ne sont pas présentés comme les meilleures pratiques ou des modèles à reproduire. Ils situent les discussions dans les différents contextes nationaux et introduisent des débats théoriques pertinents sur le rôle de l'économie sociale et solidaire de nos jours. Alors que l'économie sociale et solidaire continue d'évoluer, ces documents sont offerts en tant que "work in progress".

### **Thèmes spécifiques de travail**

*Territoire et développement local:* L'économie sociale et solidaire est avant tout le résultat de l'action collective au niveau local, et les initiatives les plus réussies sont enracinées localement. Ce thème a été central au Forum, et c'est dans ce thème que le rôle des pouvoirs publics et des acteurs locaux a été abordé.

*Innovation et entrepreneuriat collectif:* L'économie sociale et solidaire se caractérise par de nouvelles initiatives entrepreneuriales dans chaque secteur, grâce à une approche collective qui comprend des engagements sociaux, économiques et environnementaux. L'innovation est au cœur de cette entreprise collective. Que ce soit de nouvelles formes juridiques, de nouveaux partenariats en cours de développement, de nouveaux modes de répondre aux besoins ou de nouveaux modes de production qui permettent d'augmenter l'emploi, il ne fait aucun doute que l'économie sociale et solidaire génère des innovations. Ces innovations sont développées dans de nombreux secteurs (logement, tourisme, etc.) et conduisent souvent à la mise en œuvre de politiques publiques qui assurent une meilleure stabilité.

*Finance solidaire et commerce:* L'accès au capital adapté aux besoins de l'économie solidaire reste le plus grand défi dans tous les pays. Un autre problème reste la disponibilité de produits financiers adaptés, des outils pour soutenir des entreprises émergentes, le marketing, l'accès au marché, etc. Dans ce thème, les chercheurs

explorent les liens entre l'économie sociale et solidaire, les marchés locaux, les programmes d'acquisition et l'investissement responsable.

*Travail et emploi:* Partout où elle se développe, l'économie sociale et solidaire répond à un besoin de création d'emploi. Elle favorise également la démocratisation dans les lieux de travail. Dans les pays du Sud, les processus de formalisation des activités de l'économie populaire qui mènent à la création de travail décent prennent de plus en plus cette direction. En plus, dans de nombreux pays, le mouvement syndical joue un rôle actif dans le développement de l'économie sociale et solidaire. Pour cette raison, le rôle des syndicats dans le soutien de la création des entreprises sociales et solidaires et le développement local et régional doit être analysé plus en détail.

*La souveraineté et la sécurité alimentaire:* La question de la souveraineté et de la sécurité alimentaire est abordée de façon très différente dans les pays du Nord et du Sud. Plusieurs pays en développement ont conçu et adapté des politiques de sécurité alimentaire grâce à un dialogue avec les organisations de la société civile. Dans ce contexte, ce thème étudie l'émergence des entreprises d'économie sociale et solidaire qui produisent et transforment la nourriture et, au delà de cela, la contribution de l'économie sociale et solidaire dans la souveraineté et la sécurité alimentaire.

### **Études de cas des Pays**

Pour le FIESS, nous avons également produit un certain nombre d'études de cas qui sont disponibles dans leur version complète sur le site Web du Chantier de l'économie sociale (<http://reliess.org/centre-de-documentation/>). Les études de cas présentées ne sont pas limitées à une expérience unique au sein de chaque pays. Ils comprennent une variété d'initiatives (au niveau national, régional ou municipal) et fournissent un aperçu actuel des partenariats potentiels entre gouvernements et société civile. Les études de cas ont documenté un large éventail d'expériences dans six pays sur quatre continents, où l'économie sociale et solidaire a fait des progrès significatifs (Canada, Bolivie, Brésil, Mali, Afrique du Sud et Espagne). Plus précisément, elles décrivent les processus sous-jacents la co-construction des politiques publiques qui portent sur un ou plusieurs thèmes du Forum. Chaque étude de cas a été co-rédigée par des praticiens et des chercheurs locaux et coordonnée par le Comité de Recherche, ce qui reflète l'engagement du Forum à développer et entretenir un dialogue permanent entre les différents acteurs engagés dans l'économie sociale et solidaire et à créer des possibilités de collaboration.

Nous nous félicitons de la possibilité de publier maintenant des versions abrégées de ces documents dans *Universitas Forum*, d'élargir le dialogue généré par le FIESS et de contribuer à la croissance des initiatives sociales et solidaires à travers le monde.